



CÉAS de la Mayenne
Centre d'étude et d'action sociale

29 rue de la Rouillère
53000 Laval
Tél. 02 43 66 94 34
Fax : 02 43 02 98 70
Mél. ceas53@orange.fr
Site Internet : www.ceas53.org

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire à destination des adhérents

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire diffusé par
messagerie électronique aux seuls
adhérents du CÉAS.

Contributeurs pour ce numéro :
Claude Guioullier,
Nathalie Houdayer.

Vendredi 9 mai 2014

N° 549



Cinéma

Un bon livre fait-il forcément un bon film ? Réponse fin mai avec *Le Vieux qui ne voulait pas...*

Nous avons aimé *Le Vieux qui ne voulait pas fêter son anniversaire*, roman du Suédois Jonas Jonasson (Presses de la Cité, 2011). Nous avons présenté ce roman dans *La Lettre du CÉAS* n° 282 de mai 2012 et on peut en retrouver le texte sur le site Internet du CÉAS (www.ceas53.org), rubrique « Gérontologie », puis « Vieillesse et Culture ».

Et voilà que le roman est adapté au cinéma dans un film suédois éponyme de Felix Herngren, avec Robert Gustafsson dans le rôle principal. Le film sortira en France durant la seconde quinzaine de mai. Faut-il (re)lire le roman avant d'aller voir le film ? Ce dernier sera-t-il à la hauteur de l'œuvre de Jonas Jonasson ? Problème : si le film est décevant, le risque est de ne plus avoir envie de (re)lire le roman...



Citoyenneté

L'abstention est « le » phénomène majeur des élections

Dans *Le Monde diplomatique* de mai 2014, Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, professeurs de science politique, respectivement à l'Institut d'études politiques de Saint-Germain-en-Laye et à l'université Montpellier-I, analysent cette « *autre forme d'expression politique* » qu'est l'abstention – phénomène bien plus marquant de la vie démocratique française, selon eux, que la montée de l'extrême droite.

Pour relativiser les analyses produites à chaud sur les succès du Front national (FN), les deux auteurs soulignent, de fait, que dans les 415 villes de plus de 10 000 habitants où il présentait une liste, le FN a obtenu un pourcentage des suffrages exprimés inférieur à celui de Marine Le Pen à la présidentielle de 2012. Les deux auteurs effectuent une analyse similaire concernant la « vague bleue ». Par exemple, toujours dans les villes de plus de 10 000 habitants, les listes de droite ont mobilisé moins d'électeurs en 2014 qu'en 2008. Bref, si la droite s'est imposée en 2014, c'est d'abord grâce à la démobilisation encore plus massive des votants de gauche.

À l'exception de la présidentielle, observent Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, depuis plus de trente ans, l'abstention bat un nouveau record à chaque élection. Et, précisent-ils, « *si l'on ajoute les personnes qui ne sont pas inscrites sur les listes (7 % de la population qui pourrait l'être), le non-vote avoisine les 50 % lors des scrutins européens, régionaux, cantonaux, et même législatifs et communaux* ».

Cette crise de la participation, « *fait majeur des élections en France* », est plus marquée dans les communes urbaines, d'où, d'une façon générale, une minorité votante qui « *n'est pas représentative, socialement et politiquement, du corps électoral dans son ensemble* ». L'abstention modifie d'autant plus le résultat des élections.

L'abstention est marquée par des déterminants sociaux, constants dans le temps, ajoutent les deux auteurs. L'âge tout d'abord : ainsi, 41 % des 18-24 ans ont voté aux municipales de 2008, contre 80 % des 50-64 ans. La mobilité des jeunes générations peut constituer l'une des explications. En outre, les fonctionnaires, les indépendants et les employeurs, mais aussi les salariés en contrat à durée indéterminée... votent beaucoup plus que les étudiants, les



intérimaires, les chômeurs et les salariés en contrat à durée déterminée.

Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen montrent ensuite comment l'abstention est à la fois cause et conséquence de l'alternance politique. « *Excepté en 2007, aucune majorité sortante n'a remporté les législatives depuis 1978. Plus largement, le camp du Premier ministre*

en exercice est toujours battu lors des élections intermédiaires »...

Source : Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, « Une autre forme d'expression politique – Ce que s'abstenir veut dire », *Le Monde diplomatique* n° 722 de mai 2014.

Économie sociale et solidaire

Adopté au Sénat, le projet de loi sur l'ESS en discussion à l'Assemblée nationale à partir du 13 mai

Le Sénat a adopté en première lecture, le 7 novembre 2013, le projet de loi sur l'économie sociale et solidaire (ESS). Le texte, amendé par la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale, sera soumis aux députés à partir du 13 mai. En l'état, ce texte ne bouleversera pas vraiment les associations « normales » – celles qui œuvrent sur le terrain, souvent chichement, sans forcément chercher à savoir si leur action relève de l'ESS, de l'utilité sociale ou encore de l'innovation sociale.

Le projet de loi définit des concepts, mais les quatre-vingt-six pages du texte adopté par le Sénat ne comportent que cinq articles, sur cinquante-trois, spécifiquement consacrés aux associations (titre V), et c'est seulement pour évoquer des titres associatifs, des fusions ou des libéralités entre vifs ou testamentaires. Certes, la commission des Affaires économiques a intégré dans le titre V un article sur le Dispositif local d'accompagnement (ce qui n'en garantit pas le financement !) ; un deuxième sur le volontariat associatif des plus de 25 ans ; un troisième sur la création d'un fonds de formation pour les responsables associatifs bénévoles.

L'intérêt de ce projet de loi est-il de défendre juridiquement les principes et le champ de l'ESS ? Mais à quelles fins ? Quoi qu'il en soit, selon le texte que les sénateurs ont adopté, l'ESS est un mode d'entreprendre pour des personnes morales de droit privé, mais elles doivent remplir trois conditions cumulatives : 1) Un but poursuivi autre que le seul partage des bénéfices ; 2) Une gouvernance démocratique, définie et organisée par les statuts, prévoyant la participation (...) des associés et parties prenantes aux réalisations de l'entreprise ; 3) Une gestion consacrant les bénéfices majoritairement à l'objectif de maintien ou de développement de l'activité de l'entreprise, et, par ailleurs, prévoyant la constitution de réserves obligatoires, impartageables.

Ces personnes morales de droit privé peuvent être des coopératives, des mutuelles, des associations ou des fondations, mais aussi – et cela peut surprendre a priori – des sociétés commerciales qui remplissent les premières conditions ci-dessus et qui « *recherchent une utilité sociale* ».

Dès lors, comment définir l'utilité sociale pour ces entreprises commerciales ? Il ne s'agit pas ici de mesurer ce que l'entreprise commerciale apporte aux personnes, au territoire, à la société, mais d'avoir un objet social, à titre principal, qui porte sur telle ou telle activité considérée d'utilité sociale (soutien à des personnes en situation de fragilité, préservation ou développement du lien social, lutte contre les exclusions, contribution au développement durable...).

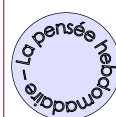
Bien sûr, c'est un décret qui précisera tout ce qui gravite autour de l'ESS ! Verra-t-il jamais le jour ? Toujours est-il que le projet de loi crée un Conseil supérieur de l'ESS, consacre les Chambres régionales de l'ESS, oblige les régions à définir une stratégie régionale de l'ESS... L'essentiel du texte porte sur des dispositions spécifiques aux coopératives et sociétés d'assurance, mutuelles et institutions de prévoyance.

Sans doute s'agit-il d'une loi-cadre et que l'essentiel – plus concret – en découlera par la suite ?

Actua-site

Sur le site Internet du CÉAS, mise en ligne des articles suivants :

- ✓ « [" La haine, ça trouve son chemin tout seul ". L'été des Gitans, de Sylvie Fournout \(2013\)](#) » (Action sociale > Gens du voyage).
- ✓ « [" Roman professionnel " pédagogique... mais manichéen. René Raguénès : Chez lui \(2011 \)](#) » (Gérontologie > Analyse de pratique).
- ✓ « [Mayenne : un millier de remariages civils en 2011. Moins de remariages qu'ailleurs en France](#) » (Démographie > Analyse sociodémographique de la Mayenne).



« Il y a deux sortes d'optimisme. Celui, momentané, qui est l'état dans lequel nous sommes quand nous recevons une bonne nouvelle, quand nous sommes amoureux ou quand la journée nous donne satisfaction. Et celui, constitutif, correspondant à un trait de caractère. Ce dernier repose sur deux attitudes : la capacité d'imaginer plutôt une issue favorable à ce qui va advenir, et celle d'attribuer aux événements de la vie des raisons plus positives que négatives. Ce que Winston Churchill résumait ainsi : " Un pessimiste voit la difficulté dans chaque opportunité, un optimiste voit l'opportunité dans chaque difficulté " ».

Alain Braconnier, « L'optimisme n'est pas toujours positif ni le pessimisme toujours négatif » (propos recueillis par Catherine Vincent), *Le Monde* du 4 janvier 2014.